



Besoins de la Suisse en main-d'œuvre et en spécialistes jusqu'en 2060

Prof. Dr. Conny Wunsch

en collaboration avec :

Manuel Buchmann
Stefanie Wedel

Service d'économie du marché du travail
Faculté de sciences économiques
Université de Bâle

Peter Merian Weg 6
4002 Bâle

Bâle, octobre 2014

L'essentiel en bref

Objectif de l'étude

Aujourd'hui déjà, les besoins de la Suisse en spécialistes ne peuvent être couverts que grâce à l'immigration. Eu égard au faible taux de natalité et à l'allongement de l'espérance de vie, l'évolution démographique ne laisse pas présager une diminution des besoins en main-d'œuvre étrangère, mais plutôt une augmentation. Or, cette situation est en contradiction avec les efforts actuels visant à limiter plus fortement l'immigration. Cette étude se propose donc de quantifier les besoins de la Suisse en main-d'œuvre et en personnel qualifié jusqu'en 2060. Ces données sont comparées avec le potentiel disponible sur le marché du travail, lequel a été déterminé selon plusieurs scénarios d'immigration. On obtient ainsi des indications sur le solde migratoire nécessaire pour couvrir les besoins de la Suisse en main-d'œuvre et en spécialistes dans une perspective à long terme. Les besoins et le potentiel ont été estimés, d'une part, de manière globale et, d'autre part, spécialement pour divers domaines professionnels. Une attention particulière a été accordée aux professions dans lesquelles une pénurie de main-d'œuvre a été constatée dans le cadre d'une étude menée récemment par BSS sur mandat du SECO (BSS, 2014). Une distinction a en outre été faite en fonction du niveau d'éducation, avec un focus sur les besoins en diplômés de l'enseignement supérieur. On peut tirer de ces analyses des conclusions sur la nécessité de piloter activement le choix des filières d'éducation et de formation. L'étude a également évalué les possibilités de mobiliser la population active potentielle au travers d'une augmentation de la participation au marché du travail de la main-d'œuvre indigène.

Méthodologie

Les besoins en main-d'œuvre et le potentiel disponible sur le marché du travail sont quantifiés sur la base des projections de l'Office fédéral de la statistique (OFS) combinées avec nos propres prévisions élaborées avec des méthodes d'extrapolation statistiques sur la base de données historiques des vingt dernières années. Les calculs ont été faits selon divers scénarios d'évolution démographique, d'immigration et de croissance. Du fait de la complexité de ces interdépendances et des nombreuses incertitudes concernant l'évolution de divers facteurs, une telle quantification demeure approximative et ne peut être faite que sur la base d'hypothèses relativement solides qui doivent être prises en compte lors de l'interprétation des résultats. Il convient d'admettre d'une part que la structure de l'économie helvétique, les interactions fondamentales et le comportement des principaux acteurs ne subissent pas de modifications majeures et que certaines tendances observées par le passé se poursuivent. Un progrès technique permettant par exemple de réaliser la même croissance économique avec moins de main-d'œuvre ne peut pas non plus être pris en considération. Il faut également faire abstraction des variations saisonnières et conjoncturelles. Les observations doivent porter sur des valeurs moyennes. En réalité, la croissance économique, les besoins en main-d'œuvre et le potentiel disponible sur le marché du travail peuvent subir des fluctuations, ce qui implique que l'immigration éventuellement nécessaire pour couvrir les besoins en main-d'œuvre sera également sujette à des variations.

Résultats

Avec des scénarios démographiques réalistes et une croissance économique de 2 % comme par le passé, il apparaît que le potentiel moyen de main-d'œuvre disponible ne couvrirait plus les besoins moyens futurs en main-d'œuvre dès le début des années 2020 si l'immigration était stoppée. Jusqu'en 2060, il manquerait en Suisse entre 0,8 et 1,4 million de personnes pour pouvoir réaliser la croissance économique habituelle de quelque 2 %. Cet énorme déficit pourrait être comblé partiellement par des progrès techniques ou par une modification de la structure de l'économie ou de la formation – mais pas résorbé entièrement. Il faudrait pour cela une augmentation substantielle de la participation au marché du travail, par exemple grâce à des mesures permettant de concilier travail et famille, une augmentation du nombre d'heures de travail des salariés à temps partiel, un renforcement des incitations à travailler pour les seniors, ou encore un relèvement de l'âge légal de la retraite. Compte tenu de la population active potentielle, une augmentation aussi importante paraît extrêmement peu probable. Avec le scénario démographique médian en tant que valeur plafond, une augmentation de la participation au marché du travail de 74 % à 94 % serait nécessaire dans le cas extrême pour combler la pénurie de main-d'œuvre. Avec le scénario démographique le plus modéré en tant que valeur seuil, les besoins seraient carrément supérieurs à la population active indigène à l'horizon 2025. Si l'on prend en considération l'immigration de main-d'œuvre étrangère, il apparaît que les besoins moyens de la Suisse en main-d'œuvre ne pourraient pas être couverts sur le long terme avec un solde migratoire fortement réduit, comme le réclame par exemple l'initiative Ecopop.

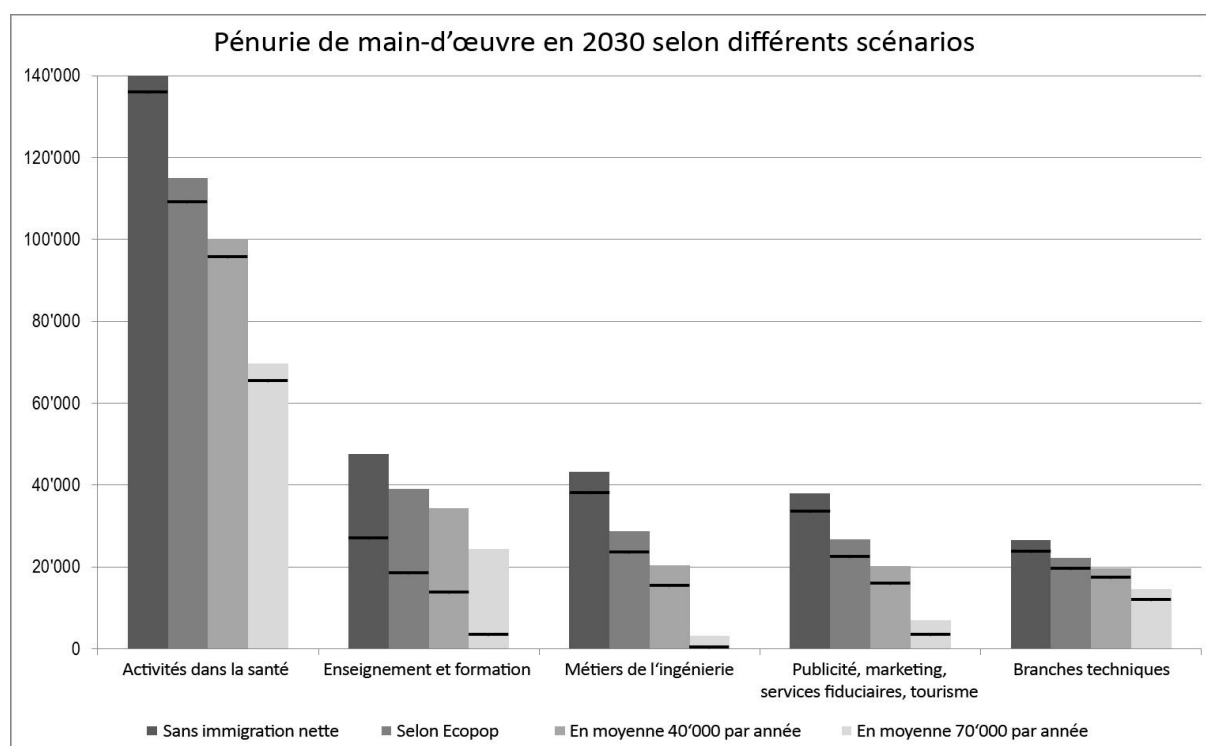
Les résultats montrent en outre que la pénurie de main-d'œuvre qui se dessine concernera principalement les diplômés de l'enseignement supérieur. Un solde migratoire modeste suffirait à satisfaire les besoins en main-d'œuvre sans formation professionnelle et une immigration nette un peu plus importante serait nécessaire pour couvrir les besoins en main-d'œuvre ayant achevé une formation professionnelle initiale. En revanche, même une immigration nette importante ne suffirait pas à combler la grave pénurie de diplômés de l'enseignement supérieur : il faudrait simultanément une augmentation substantielle de la part des migrants et des Suisses ayant suivi des études supérieures.

Une analyse des divers domaines professionnels révèle que les besoins en main-d'œuvre sont particulièrement importants dans certaines professions. Le secteur de la santé est confronté à la pénurie de main-d'œuvre de loin la plus importante. Suivent les secteurs de la publicité, du marketing, des services fiduciaires et du tourisme ainsi que de l'ingénierie. On trouve ensuite les professions de l'enseignement et de la formation, les branches techniques, l'informatique ainsi que les métiers du secteur bancaire et des assurances. Même un excédent migratoire fluctuant ne permettrait pas de couvrir les besoins en spécialistes dans ces domaines. En même temps, les filières professionnelles citées se caractérisent par une importante pénurie d'universitaires, qui ne pourrait pas non plus être comblée par l'immigration si la part des étrangers ou des Suisses diplômés des hautes écoles n'augmente pas de manière notable dans ces métiers. Dans les secteurs de la santé, de l'enseignement, de la formation, de la publicité, du marketing, des services fiduciaires et du tourisme, ainsi que dans les branches techniques, la pénurie de main-d'œuvre (indépendamment du niveau de formation) ne pourra pas être résorbée, même avec une augmentation massive de l'immigration. Dans les secteurs du nettoyage, de l'hygiène et des soins corporels, les besoins en main-d'œuvre peuvent être satisfaits avec une immigration nette adéquate. Dans les branches de l'aide sociale, de l'éducation et du soutien moral, une insuffisance de main-

d'œuvre peut être évitée même avec une forte limitation de l'immigration. Une certaine pénurie d'universitaires existe pourtant, du moins à moyen terme, et ne pourra être comblée que par un excédent migratoire plus important en l'absence d'autres changements. En revanche, la main-d'œuvre ne manque pas dans les métiers de la construction, ni dans les professions administratives ou commerciales.

Étant donné que les besoins supplémentaires potentiels en main-d'œuvre étrangère varient fortement d'une profession à l'autre et en fonction du niveau de formation, une analyse non différenciée de la situation en Suisse ne permet pas de quantifier l'immigration nette nécessaire de manière générale pour couvrir les besoins en main-d'œuvre. Par conséquent, il n'est pas possible de répondre à la question du solde migratoire requis sans envisager un pilotage plus fin de l'immigration pour certaines professions et qualifications.

Les résultats pour les cinq domaines professionnels avec le manque le plus marqué de main-d'œuvre sont présentés sous forme graphique dans l'illustration ci-après. Ce graphique représente la pénurie maximale de main-d'œuvre attendue en 2030 selon divers scénarios d'immigration. La ligne noire indique la valeur seuil de l'estimation. Les résultats montrent que la pénurie de main-d'œuvre augmente de manière considérable en cas de limitation rigide de l'immigration nette. En même temps, on constate que les besoins en main-d'œuvre ne peuvent être intégralement satisfaits même avec un excédent migratoire fluctuant. Ce constat souligne la nécessité d'introduire un pilotage plus efficace de l'immigration dans les professions en pénurie et de former simultanément un nombre plus important de spécialistes dans notre pays.



Remarque : Pénurie maximale de main-d'œuvre attendue en 2030. La ligne noire indique la valeur seuil de la pénurie de main-d'œuvre attendue. Les scénarios d'immigration se différencient au niveau des hypothèses relatives à l'immigration nette annuelle moyenne.

Face à la pénurie parfois dramatique de spécialistes – en particulier d’universitaires – dans certaines professions et aux efforts déployés pour limiter l’immigration, on peut se demander s’il ne serait pas possible de mieux exploiter les potentiels existants en Suisse, par exemple grâce à un pilotage des choix professionnels ou à une augmentation de la participation au marché du travail. Globalement, on peut affirmer que le potentiel est déjà pleinement exploité dans les professions en manque des spécialistes. Le chômage et l’inactivité sont comparativement faibles. Un potentiel supplémentaire pourrait être mobilisé, principalement à travers une augmentation du taux d’activité des personnes travaillant à temps partiel et à une meilleure intégration des seniors dans le marché du travail. Le potentiel de mobilisation est particulièrement faible dans les branches MINT, que ce soit par le biais d’un pilotage du choix professionnel ou d’une participation accrue des spécialistes qualifiés au marché du travail. Dans les professions de la santé, qui connaissent la pénurie la plus importante, le potentiel de recrutement dans les métiers sans pénurie est pratiquement inexistant, en raison des exigences spécifiques en matière de qualifications professionnelles. Une augmentation substantielle du taux d’activité professionnelle moyen actuellement plutôt faible permettrait de mobiliser un potentiel supplémentaire non négligeable. À long terme, cela ne suffirait pourtant pas à couvrir les besoins en spécialistes. Dans les professions administratives ainsi que dans la branche de l’enseignement et de la formation, il existe en revanche des possibilités de recruter dans des domaines professionnels ou des filières d’étude apparentés avec des exigences similaires en matière de qualifications professionnelles, où une partie non négligeable de spécialistes qualifiés travaille dans des professions sans pénurie. Une augmentation du taux d’activité des salariés à temps partiel permettrait aussi de mobiliser un potentiel supplémentaire. Le potentiel est également important dans les métiers de la construction, du nettoyage, de l’hygiène et des soins corporels, où les exigences en matière de qualifications professionnelles sont comparativement moins élevées. Dans les professions de l’éducation, de l’aide sociale et du soutien moral, une augmentation du taux d’activité des collaborateurs à temps partiel permettrait de dégager des potentiels supplémentaires.

Conclusion

Les investigations menées dans le cadre de la présente étude montrent que la Suisse continuera de dépendre de la main-d’œuvre étrangère à l’avenir. En cas de limitation rigide de l’immigration, l’impossibilité de combler les besoins de la Suisse en main-d’œuvre et en spécialistes se traduira inévitablement par un ralentissement marqué de la croissance. Même avec une limitation moins drastique de l’immigration, il semble douteux que les énormes besoins futurs en spécialistes qualifiées, et notamment en universitaires, puissent être couverts par la seule immigration. Au contraire, seul un pilotage actif et ciblé aussi bien de l’immigration dans les professions en pénurie que des choix professionnels et des filières d’étude conduira à la formation d’un plus grand nombre de spécialistes appelés à travailler dans les métiers en manque de main-d’œuvre. Cela est particulièrement vrai pour les branches MINT, mais également pour le secteur de la santé. Les potentiels existants doivent par ailleurs être mieux utilisés, par exemple grâce à une augmentation du taux d’activité des salariés à temps partiel et des seniors. Par ailleurs, il faudrait s’assurer que les professions et les filières d’études qui constituent le bassin de recrutement des métiers en pénurie préparent leurs étudiants aux exigences spécifiques à ces métiers et les motivent à les embrasser, afin qu’ils ne décident pas de bifurquer vers des professions sans pénurie au terme de leur formation.